



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 27 décembre 2016 (9<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2016-12-09/102**

**OBJET : Fixation des règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion, d'utilisation et de clôture du compte épargne-temps**

L'an deux mille seize, le vingt-sept décembre à 12h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie d'Anse-Bertrand sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt (20)**

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épouse ARPIHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, M. SIOUMANDAN Rénalt.

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)**

Mme SERMANSON Sylvia à M. ANZALA Jean  
M. MANICOM Grégory à Mme LOUIS CARABIN Gabrielle

**CONSEILLERS EXCUSES : Six (6)**

Mme ARMOUGON Betty, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme GUILLAUME Stella, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme RAMASSAMY Yvelle.

**CONSEILLERS ABSENTS : Huit (8)**

M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, M. HUBERT Jean-Marie, M. MARCEL Edmond, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent.

**A été élu secrétaire de séance : M. SIOUMANDAN Rénalt**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

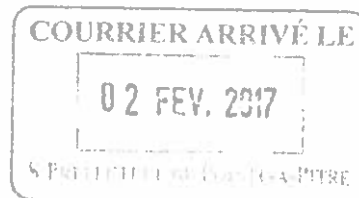
**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;**

**Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail ;**

**Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;**

**Vu le décret n°2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;**

**Vu la circulaire n 10-007135-D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;**



**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'agglomération ;

**Vu** les statuts de la CANGT ;

**Vu** la saisine du comité technique ;

**Considérant** les fonctionnaires titulaires et agents non titulaires à temps complet ou à temps non complet qui sont employés de manière continue et qui ont accompli au moins une année de service peuvent demander, sous certaines conditions, à bénéficier du report de certains jours de congé dans un compte épargne temps.

**Considérant** que l'ouverture du CET est de droit pour les agents et elle peut être demandée à tout moment de l'année.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,**

**Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :**

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'adopter les propositions relatives à l'ouverture, le fonctionnement, la gestion, la fermeture du compte épargne-temps (CET), ainsi que les modalités de son utilisation par les agents à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,

#### **▪ L'OUVERTURE DU CET**

La demande se fera par remise du formulaire de demande d'ouverture. Le Président accuse réception de la demande d'ouverture du CET dans un délai de dix (10) jours suivants le dépôt de la demande, notamment en cas de refus motivé d'ouvrir le CET.

#### **▪ L'ALIMENTATION DU CET**

Le CET est alimenté par :

- Le report de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20 (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet), ainsi que les jours de fractionnement ;
- Le report de jours de récupération au titre de l'ARTT ;
- Les jours de repos compensateurs (récupération des heures supplémentaires ou complémentaires).

Le CET peut être alimenté dans la limite de 60 jours.

#### **▪ PROCEDURE D'ALIMENTATION DU CET**

La demande d'alimentation du CET pourra se faire par le biais d'un formulaire de demande d'alimentation. Elle devra être transmise auprès de la Direction des Ressources Humaines, gestionnaire du CET avant le 30 novembre de l'année en cours.

Cette demande ne sera effectuée qu'une fois par an (*année civile*). Elle doit indiquer la nature et le nombre de jours que l'agent souhaite verser sur son compte.

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*

#### ▪ **L'UTILISATION DU CET**

Le CET peut désormais être utilisé sans limitation de durée.

La direction des ressources humaines, gestionnaire du CET informera les agents chaque année de la situation de leur CET avant le **31 décembre** de l'année en cours.

Les agents peuvent utiliser tout ou partie de leurs jours épargnés dans le CET, qu'ils soient titulaire ou non titulaires, uniquement sous la forme de congés.

#### ▪ **CLÔTURE DU CET**

Le CET doit être soldé et clôturé à la date de la radiation des cadres ou des effectifs pour les fonctionnaires ou à la date de la radiation des effectifs pour les agents non titulaires.

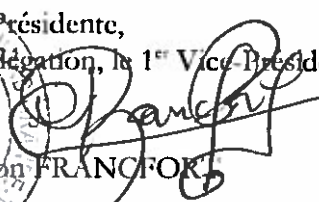
Lorsque ces dates sont prévisibles, le Président informera les agents de la situation de leur CET, de leur date de clôture et de leur droit à utiliser les congés accumulés dans des délais qui leur permettent d'exercer ce droit.


**ARTICLE 2 :** D'autoriser le Président à signer tout document relatif à l'ouverture, le fonctionnement, la gestion, la fermeture du compte épargne-temps (CET),

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général de la Communauté est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Pour la Présidente,  
Par Délégation, le 1<sup>er</sup> Vice-Président  
  
Philipson FRANCOFON



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*

